

LE JDD 13/09/22

Bac 2023 : le calendrier va-t-il (un peu) bouger ?

17h44 , le 12 septembre 2022

- Par
- [Marie Quenet](#) ABONNÉS

La date des deux épreuves de spécialité du baccalauréat, qui comptent désormais pour 32% de la note finale, donne toujours lieu à discussions. Certains aimeraient les voir reporter en mai ou en juin. Mais pas le ministre...



Le ministre de l'Éducation nationale, Pap Ndiaye. (Jacques Witt/Sipa)

Le nouveau bac se déroulera-t-il normalement cette année ? Les débats pourraient rebondir cette semaine alors qu'une réunion sur le calendrier des examens est programmée mercredi rue de Grenelle. Certes, le nouveau ministre de l'Éducation [Pap Ndiaye](#) a affirmé qu'il entendait d'abord stabiliser la réforme du lycée engagée par son prédécesseur. Mais il a entretenu le flou dans [Libération](#) : « J'aimerais bien décaler un peu les deux épreuves de spécialités du baccalauréat, mais c'est sportif quand on souhaite inclure les notes dans Parcoursup » (NDLR, la plateforme d'affectation dans le supérieur).

Le sujet peut sembler technique, mais n'a rien d'anodin quand on sait que ces épreuves, repoussées l'an dernier de mi-mars à mi-mai pour cause de Covid, comptent désormais pour 32% de la note finale ! En salle des profs, une partie aimerait qu'on les reporte à nouveau. « En mars, c'est beaucoup trop tôt. Ce sera une course contre la montre pour terminer les programmes, martèle Sophie Vénétitay, la secrétaire générale du Snes-FSU, majoritaire dans le secondaire. De plus, nous avons affaire à une cohorte d'élèves qui a subi de plein fouet la pandémie : confinée en troisième, six mois en hybride en seconde, vague Omicron en première ». Plusieurs organisations d'enseignants (le Snes-FSU, le Snalc ou la conférence des associations de professeurs spécialisés) plaident donc pour leur report en juin. « Nous voudrions pouvoir faire bouger le calendrier de Parcoursup », glisse de son côté Stéphane Crochet, le secrétaire général du SE-Unsa.

Trois-quarts des proviseurs favorables à une date plus tardive

Les chefs d'établissement aimeraient également un autre calendrier. Trois-quarts des proviseurs préféreraient une date plus tardive, en mai (22%) ou en juin (53%) (exit le mois d'avril, en raison des vacances de Pâques). C'est du moins ce qui ressort de la traditionnelle enquête de rentrée menée par leur syndicat national des personnels de direction (SNPDEN). « *Nous craignons d'avoir un très fort taux d'absentéisme parmi les élèves après les épreuves* », décrypte son secrétaire général Bruno Bobkiewicz. Selon lui, il faudrait que les examens aient lieu le plus tard possible... tout en étant pris en compte dans le logiciel postbac : « *Parcoursup doit s'adapter* ».

Difficile de tout concilier. Un connaisseur plaide pour qu'on laisse les épreuves en mars, seule façon selon lui d'intégrer ces notes dans Parcoursup et de redonner du sens au bac. Tous les élèves ne souhaitent pas non plus qu'on bouscule leur agenda. « *Les épreuves de spécialités en mars permettent d'avoir deux calendriers distincts*, argumente Ruben Carius, le président de l'association Les lycéens ! *Grosso modo, de septembre à mars : le bac. Puis d'avril à juin : Parcoursup, les choix, les concours et les deux dernières épreuves du bac* ».

Les débats ne sont pas clos

Les débats ne sont donc pas clos. « *Il ne faut pas se calquer sur Parcoursup, mais discuter pour trouver, bien en amont, la meilleure date pour les élèves. Ni trop tôt pour avoir le temps d'avancer dans les programmes, ni trop tard pour ne pas retomber dans le bachotage de fin d'année* », argumente Eric Labastie, délégué général à la Fédération des conseils de parents d'élèves.

Au final, le ministère pourrait bien décider de ne décaler que très légèrement les épreuves, vers la fin mars. C'est du moins ce qu'ont compris les associations de professeurs spécialisés qui ont été reçues, fin août, rue de Grenelle. Le Sgen-CFDT plaide, dans ce cas, pour quelques ajustements. « *Il faudrait revoir le programme et les types d'exercices demandés*, estime Alexis Torchet, membre de la fédération. *Là, on est sur un format d'épreuve finale, comme si les élèves passaient ces examens en juin* ». Pourquoi ne pas conserver aussi, suggère-t-il, les aménagements apportés l'an dernier ? Par exemple, deux sujets de dissertation au lieu d'un en spécialité histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques (HGGSP) ? Ou trois exercices au choix parmi les quatre proposés en spécialité mathématiques ? Autant de thèmes qui pourront être débattus par le comité de suivi de la réforme du lycée lors de la réunion prévue à la fin du mois.